

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Pier Lalonde Girard, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Lac-Simon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 10 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Conseil,
Municipalité de Lac-Simon

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Lac-Simon (la « municipalité ») qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport financier les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. La municipalité n'a pas procédé à une identification des sites potentiellement contaminés et n'a donc pas été en mesure d'évaluer, de quantifier et de comptabiliser, s'il y aurait lieu, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations et aux débiteurs au 31 décembre 2023, à l'excédent (déficit) cumulé au 1 janvier 2023 et au 31 décembre 2023, ainsi qu'aux revenus de transferts de même qu'aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note complémentaire 2 qui décrit le référentiel comptable appliqué. La municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

(1) Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A134523
Municipalité de Lac-Simon, 10 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	3 689 580	4 090 823	3 473 375
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 000	3 501	2 927
Quotes-parts	3			
Transferts	4	222 626	558 561	1 476 001
Services rendus	5	472 875	288 561	281 485
Imposition de droits	6	257 000	377 962	424 688
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	27 500	104 343	37 489
Autres revenus	10		5 500	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 672 581	5 429 251	5 695 965
Charges				
Administration générale	14	1 045 066	953 283	896 716
Sécurité publique	15	750 238	695 569	677 140
Transport	16	1 068 301	1 385 826	1 273 105
Hygiène du milieu	17	596 585	650 739	590 333
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	448 256	445 060	473 511
Loisirs et culture	20	292 570	333 931	417 059
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	164 971	170 024	59 148
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 365 987	4 634 432	4 387 012
Excédent (déficit) de l'exercice	25	306 594	794 819	1 308 953
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 300 456	7 991 503
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		9 300 456	7 991 503
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 095 275	9 300 456

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 657 657	219 150
Débiteurs (note 5)	2	2 282 919	2 921 862
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 940 576	3 141 012
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	251 916	629 859
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	698 086	829 479
Revenus reportés (note 11)	12	517 808	478 023
Dette à long terme (note 12)	13	3 956 981	2 322 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	5 424 791	4 259 955
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 484 215)	(1 118 943)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	11 477 843	10 305 341
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	4 959	11 513
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	96 688	102 545
	23	11 579 490	10 419 399
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	10 095 275	9 300 456
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	10 095 275	9 300 456
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	10 095 275	9 300 456
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	306 594	794 819	1 308 953
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	1 746 985)(	3 081 259)
Produit de cession	3		5 500	
Amortissement	4		574 483	522 168
(Gain) perte sur cession	5		(5 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 172 502)	(2 559 091)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		6 554	25 301
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		5 857	(19 346)
	13		12 411	5 955
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	306 594	(365 272)	(1 244 183)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 118 943)	125 240
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 118 943)	125 240
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 484 215)	(1 118 943)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	794 819	1 308 953
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	574 483	522 168
Autres			
▪	3.1		
	4	1 369 302	1 831 121
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	638 943	(1 629 500)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(131 393)	578 207
Revenus reportés	8	39 785	4 814
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	6 554	25 301
Autres actifs non financiers	12	5 857	(19 346)
	13	1 929 048	790 597
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 746 985)	(3 081 259)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(1 746 985)	(3 081 259)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 500 000	700 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(837 200)	(133 350)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(377 943)	629 859
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(28 413)	5 360
Autres			
▪	28.1		
	29	1 256 444	1 201 869
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 438 507	(1 088 793)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	219 150	1 307 943
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	219 150	1 307 943
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 657 657	219 150

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Lac-Simon (la « municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-2.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Voir section « Partenariats »

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

Opérations interentités

Les états financiers incluent seulement la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, passifs, produits et charges de l'entente intermunicipale relatif à la cueillette des ordures et des matières recyclables à laquelle elle participe à titre de mandataire ainsi que l'entente liée à la bibliothèque avec la municipalité de Chénéville à laquelle elle participe à titre de mandatée.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisations d'estimations

La préparation d'états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la valeur nette de réalisation des stocks et la durée de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement.

Constatation des produits

- les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées annuellement lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur.
- Les produits de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Les intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils deviennent exigibles.
- Les autres produits sont comptabilisés lorsque reçus ou considérés comme recevables si le montant recevable peut être raisonnablement estimé et que son recouvrement est suffisamment assuré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

N/A

D) Passifs

N/A

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures : 15 à 40 ans

Réseau d'électricité : 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 3 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 à 15 ans

Les immobilisations en cours afférent à la construction du nouvel Hôtel-de-ville ne sont pas amorties avant que l'actif ne soit en état d'utilisation productive.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus**Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif au poste « Revenus reportés ». Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la municipalité considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La municipalité participe à un régime de retraite interemployeur. Ce régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) est un régime à prestations déterminées qui est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

N/A

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, ou soit dans celle des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et des pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et perte de réévaluation rattaché à ces instruments est comptabilisé dans l'état des résultats.

Les actifs évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs.

Les passifs évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif se composent de l'insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, des emprunts temporaires, des créditeurs et charges à payer et de la dette à long terme.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction attribuables à des instruments financiers évalués à la juste valeur sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'instrument. Lorsque l'instrument est évalué au coût après amortissement, les coûts de transaction sont ensuite comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des fonds local-réfection et entretien de certaines voies publiques et fonds parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes peuvent fluctuer entre le positif et le négatif.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Conformément aux dispositions transitoires applicables, ces nouvelles exigences ont été appliquées prospectivement et n'ont eu aucun impact sur les états financiers.

De plus, au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a pas pu être mesurée dans les états financiers de la municipalité. Voir la réserve au rapport de l'auditeur indépendant à cet effet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 657 657	219 150
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 657 657	219 150
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 657 657	219 150
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	236 779	243 772
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	2 860	2 860
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 030 432	1 415 059
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	893 301	1 022 499
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	92 212	179 445
▪ Débiteurs - Autres	14.2	27 335	58 227
	15	2 282 919	2 921 862
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	137 012	859 849
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	137 012	859 849
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	1 030 432	1 415 059
	27	1 030 432	1 415 059

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel, sans garantie. Au 31 décembre 2023, le solde utilisé de la marge de crédit est de 251 916 \$ (2022: 629 859 \$).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	589 216	706 129
Salaires et avantages sociaux	42	108 870	123 350
Dépôts et retenues de garantie	43		
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪	45.1		
	46	698 086	829 479

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	37 044	45 216
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	425 785	351 233
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	17 042	3 875
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Dépôts perçus d'avance	60.1	37 937	17 237
▪ Sub perçue d'avance - accessib	60.2		60 462
	61	517 808	478 023

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	5,25	2025	2028	62	3 931 700	2 262 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	2,50	3,45	2027	2027	67	62 950	68 950
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	3 994 650	2 331 850
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(37 669)	(9 256)
					72	3 956 981	2 322 594

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		218 900			218 900
2025	74		227 100			227 100
2026	75		147 950			147 950
2027	76		148 500			148 500
2028	77		155 900			155 900
2029 et plus	78		3 096 300			3 096 300
	79		3 994 650			3 994 650
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		3 994 650			3 994 650

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	55 273	50 814
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	55 273	50 814

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	8 600 691	96 081		8 696 772
Autres					
▪ Réseau d'électricité	105.1	124 052			124 052
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 028 287			1 028 287
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 773 150	28 739	65 643	1 736 246
Ameublement et équipement de bureau	110	277 588			277 588
Machinerie, outillage et équipement divers	111	576 540	9 012		585 552
Terrains	112	658 029			658 029
Autres	113				
	114	13 038 337	133 832	65 643	13 106 526
Immobilisations en cours	115	3 619 355	1 613 153		5 232 508
	116	16 657 692	1 746 985	65 643	18 339 034
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	4 067 822	397 637		4 465 459
Autres					
▪ Réseau d'électricité	120.1	45 365	3 102		48 467
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	550 427	23 796		574 223
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 074 308	97 266	65 643	1 105 931
Ameublement et équipement de bureau	125	266 180	8 769		274 949
Machinerie, outillage et équipement divers	126	348 249	43 913		392 162
Autres	127				
	128	6 352 351	574 483	65 643	6 861 191
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	10 305 341			11 477 843
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Contrat d'assurance	144.1	35 876	43 872
▪ Contrat de déneigement	144.2	59 208	58 673
▪ Autres	144.3	1 604	
Autres			
▪	145.1		
	146	96 688	102 545

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2024
Déneigement	96 700

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Également, la municipalité a octroyé en novembre 2021 un contrat pour la finition extérieure de l'Hôtel-de-Ville. Les travaux à compléter en 2024 représentent un montant de 88 006 \$.

De plus, la municipalité a octroyé en octobre 2022 un contrat pour la finition intérieure de l'Hôtel-de-Ville. Les travaux à compléter en 2024 représentent un montant de 1 082 833 \$.

20. Droits contractuels

N/A

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

En 2019, une poursuite d'un montant total de 7 648 548 \$ a été intentée contre la municipalité par une entreprise dans le domaine de l'investissement immobilier, qui intente des recours en mandamus et en dommages. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. Advenant le cas que la municipalité serait reconnue responsable, l'assureur de la municipalité couvre jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers en lien avec cette poursuite.

Une deuxième poursuite totalisant 1 890 135 \$ a été intentée contre la municipalité en 2019 par un assureur et des anciens propriétaires, qui intentent des recours en dommages suite à un incendie. De l'avis de la direction, la municipalité a une bonne défense à faire valoir en lien avec l'immunité conférée à ses pompiers par le Schéma de couverture de risque et la Loi sur la sécurité incendie et par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers en lien avec cette poursuite.

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comprennent une comparaison avec le budget adopté le 29 décembre 2022 par la municipalité.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés aux débiteurs.

Le risque de crédit associé aux débiteurs des gouvernements du Québec, du Canada et leurs entreprises autres que les taxes à la consommation, est faible, puisque ces postes sont constitués de contributions à recevoir confirmées par les gouvernements et leurs entreprises, qui jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Au 31 décembre 2023, les sommes à recevoir d'entités gouvernementales, autre que les taxes de vente, représentent 79 % du montant total recouvrable (2022 : 79 %).

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des comptes à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre 2023 se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2023			
Débiteurs en souffrance :			
Moins d'un an		187 877	
Entre un an et deux ans		34 324	
Entre deux ans et trois ans		10 593	
Plus de trois ans		3 985	
Sous-total		236 779	
Moins la provision pour créances douteuses		(-)	
Total		236 779	

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés dans les débiteurs à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux emprunts temporaires et au créditeurs et charges à payer sont exigibles au courant du prochain exercice et ceux relatifs aux dettes à long terme sont détaillés à la note 12. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux engagements sont détaillés à la note 19 des états financiers.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des passifs financiers, mais comme la municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts et dettes à taux variables.

La valeur comptable et les modalités des instruments financiers portant intérêt se retrouve aux notes 9 et 12.

La municipalité, à son avis, n'est exposé à aucun risque important touchant les taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'effet sur les passifs d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1,00 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) d'un maximum de 10 000 \$ l'excédent de l'exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 689 580	3 809 801		3 809 801	3 201 588
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 000	3 501		3 501	2 927
Quotes-parts	3					
Transferts	4	222 626	171 156		171 156	207 542
Services rendus	5	472 875	288 561		288 561	281 485
Imposition de droits	6	257 000	377 962		377 962	424 688
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	27 500	104 343		104 343	37 489
Autres revenus	10		5 500		5 500	
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 672 581	4 760 824		4 760 824	4 155 719
Investissement						
Taxes	13		281 022		281 022	271 787
Quotes-parts	14					
Transferts	15		387 405		387 405	1 268 459
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		668 427		668 427	1 540 246
	22	4 672 581	5 429 251		5 429 251	5 695 965
Charges						
Administration générale	23	1 045 066	925 265	28 018	953 283	896 716
Sécurité publique	24	750 238	667 155	28 414	695 569	677 140
Transport	25	1 068 301	1 005 879	379 947	1 385 826	1 273 105
Hygiène du milieu	26	596 585	582 573	68 166	650 739	590 333
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28	448 256	442 444	2 616	445 060	473 511
Loisirs et culture	29	292 570	266 609	67 322	333 931	417 059
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	164 971	170 024		170 024	59 148
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		574 483	(574 483)		
	34	4 365 987	4 634 432		4 634 432	4 387 012
Excédent (déficit) de l'exercice	35	306 594	794 819		794 819	1 308 953

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	306 594	794 819	1 308 953
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(668 427)	(1 540 246)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	306 594	126 392	(231 293)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		574 483	522 168
Produit de cession	5		5 500	
(Gain) perte sur cession	6		(5 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		574 483	522 168
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	306 594)	(114 365)	(110 515)
	18	(306 594)	(114 365)	(110 515)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(85 580)	(217 336)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		35 000	150 000
Réserves financières et fonds réservés	22		(93 852)	(26 165)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(144 432)	(93 501)
	26	(306 594)	315 686	318 152
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		442 078	86 859

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	668 427	1 540 246
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 613 153)(	2 230 839)
Sécurité publique	3 (	2 861)(	51 139)
Transport	4 (	129 257)(	98 052)
Hygiène du milieu	5 (	)(	286 122)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)
Loisirs et culture	8 (	1 714)(	415 107)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	1 746 985)(	3 081 259)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	85 580	217 336
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		203 417
Excédent de fonctionnement affecté	17		388 367
Réserves financières et fonds réservés	18	28 739	303 679
	19	114 319	1 112 799
	20	867 334	(1 968 460)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 535 761	(428 214)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 371 888	1 281 079	1 224 343
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	328 434	274 576	253 476
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 208 737	2 034 824	2 087 097
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	146 971	95 594	35 517
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	18 000	74 430	23 631
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	236 957	240 215	184 734
Transferts	15			
Autres	16	55 000	59 231	56 046
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		574 483	522 168
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	4 365 987	4 634 432	4 387 012

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	789 590	382 510
Excédent de fonctionnement affecté	2	115 233	115 233
Réserves financières et fonds réservés	3	167 105	101 992
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	1 403 142	(132 619)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 620 205	8 833 340
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 095 275	9 300 456
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	789 590	382 510
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	789 590	382 510
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Réforme cadastrale	12.1	20 000	20 000
▪ Écocentre, chemins municipaux	12.2	6 898	6 898
▪ Contestation de taxes	12.3	12 000	12 000
▪ Crue Printanière	12.4	4 211	4 211
▪ COVID 19	12.5	72 124	72 124
	13	115 233	115 233
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	115 233	115 233

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	159 105	93 992
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	8 000	8 000
Autres			
▪	30.1		
	31	167 105	101 992
	32	167 105	101 992

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50.1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪	56.1 (	)(
	57 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	2 103 142	567 381
Investissements à financer	66 (	700 000)(	700 000)
	67	1 403 142	(132 619)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	11 477 843	10 305 341
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	11 477 843	10 305 341
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	11 477 843	10 305 341
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	3 956 981)(	2 322 594)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	37 669)(	9 256)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	137 012	859 849
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	3 857 638)(	1 472 001)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	3 857 638)(	1 472 001)
	84	7 620 205	8 833 340

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
■	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite de la municipalité est régi par la SSQ. La part des employés est de 6,77 % du salaire brut et la part de la municipalité est de 6,92 % du salaire brut. Le coût du régime est imputé aux dépenses au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	55 273	50 814
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	55 273	50 814

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 650 355	2 292 164
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	399 346	217 645
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4	281 022	271 787
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		33
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	3 330 723	2 781 629
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14	40 490	33 375
Matières résiduelles	15	225 404	202 360
Autres			
▪ Sûreté du Québec	16.1	406 181	377 520
▪ Écocentre	16.2	81 188	71 239
▪ Numérotation civique	16.3	325	600
Centres d'urgence 9-1-1	17	6 512	6 652
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	760 100	691 746
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	760 100	691 746
	27	4 090 823	3 473 375

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	3 501	2 927
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	3 501	2 927
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	3 501	2 927

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	39 432	13 215
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50	125	14 822
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	5 390	43 542
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		10 500
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81	10 150	11 779
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83		
Réseau d'électricité	84		
	85	55 097	93 858

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86	367 892	1 143 659
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	19 513	
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		124 800
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	387 405	1 268 459

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	13 984	13 984
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	102 075	99 700
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	116 059	113 684
TOTAL DES TRANSFERTS	136	558 561	1 476 001

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139	9 415	10 174
	140	9 415	10 174
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	57 959	64 193
Sécurité civile	143		
Autres	144		4 191
	145	57 959	68 384
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147	18 222	16 985
Autres	148		5 926
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151	18 222	22 911
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154	4 820	
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164	4 820	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	90 416	101 469

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations 2023	Réalizations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffes et application de la loi	179	
Évaluation	180	
Autres	181	
	182	
Sécurité publique		
Police	183	
Sécurité incendie	184	
Sécurité civile	185	
Autres	186	
	187	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	188	
Enlèvement de la neige	189	
Autres	190	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	191	
Transport adapté	192	
Transport scolaire	193	
Autres	194	
Autres	195	
	196	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	
Réseau de distribution de l'eau potable	198	
Traitement des eaux usées	199	
Réseaux d'égout	200	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	201	
Matières recyclables	202	
Autres	203	
Cours d'eau	204	
Protection de l'environnement	205	
Autres	206	
	207	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217	33 963	40 956
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	164 182	139 060
	220	198 145	180 016
Réseau d'électricité			
	221		
	222	198 145	180 016
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	288 561	281 485

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	28 760	28 384
Droits de mutation immobilière	225	328 062	382 336
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227	21 140	13 968
	228	377 962	424 688
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	104 343	37 489
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	5 500	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241		
	242	5 500	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	132 427		132 427	132 991
Greffé et application de la loi	2	15 842		15 842	
Gestion financière et administrative	3	656 425	28 018	684 443	635 892
Évaluation	4	56 412		56 412	58 412
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Autres	6.1	64 159		64 159	69 421
	7	925 265	28 018	953 283	896 716
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	390 563		390 563	381 727
Sécurité incendie	9	224 072	21 236	245 308	212 451
Sécurité civile	10	52 520	7 156	59 676	82 940
Autres	11		22	22	22
	12	667 155	28 414	695 569	677 140
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	605 345	379 947	985 292	925 412
Enlèvement de la neige	14	374 367		374 367	316 234
Éclairage des rues	15	21 058		21 058	17 550
Circulation et stationnement	16				7 904
Transport collectif					
Transport en commun	17				
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20	5 109		5 109	6 005
	21	1 005 879	379 947	1 385 826	1 273 105

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	3 504		3 504	4 790
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24				
Réseaux d'égout	25				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	152 171		152 171	177 862
Élimination	27	61 266		61 266	59 027
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	117 187	50 672	167 859	81 674
Tri et conditionnement	29				
Matières organiques					
Collecte et transport	30	17 666		17 666	21 218
Traitement	31				
Matériaux secs	32	83 278		83 278	79 511
Autres	33				
Plan de gestion	34	43 744	9 600	53 344	49 267
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37	103 757	7 894	111 651	116 984
Autres	38				
	39	582 573	68 166	650 739	590 333
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40				
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43				

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	398 661	2 616	401 277	437 740
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47				
Tourisme	48	43 783		43 783	35 771
Autres	49				
Autres	50				
	51	442 444	2 616	445 060	473 511
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52				
Patinoires intérieures et extérieures	53	33 752		33 752	55 783
Piscines, plages et ports de plaisance	54	17 995		17 995	43 891
Parcs et terrains de jeux	55	49 137		49 137	84 099
Parcs régionaux	56	43 119		43 119	74 419
Expositions et foires	57				
Autres	58	35 847	64 284	100 131	91 676
	59	179 850	64 284	244 134	349 868
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	80 106	3 038	83 144	61 794
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	6 653		6 653	5 397
	65	86 759	3 038	89 797	67 191
	66	266 609	67 322	333 931	417 059

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	95 594		95 594	35 517
Autres frais	69				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	74 430		74 430	23 631
	72	170 024		170 024	59 148
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	574 483 (	574 483)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	96 081	1 106
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		381 110
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 613 153	2 227 850
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	28 739	417 065
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 012	51 139
Terrains	20		
Autres	21		2 989
	22	1 746 985	3 081 259

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	96 081	382 216
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 650 904	2 699 043
	12	1 746 985	3 081 259

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 472 001	2 500 000	114 363	3 857 638
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 472 001	2 500 000	114 363	3 857 638
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	859 849		722 837	137 012
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	859 849		722 837	137 012
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	859 849		722 837	137 012
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	859 849		722 837	137 012
	19	2 331 850	2 500 000	837 200	3 994 650
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 331 850	2 500 000	837 200	3 994 650

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 994 650
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	700 000
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	137 012
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	4 557 638
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	4 557 638
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	276 415
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	4 834 053
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 834 053
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	4 216	4 011
Évaluation	2	3 243	2 451
Autres	3	48 049	52 336
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6	14 465	6 652
Autres	7	31 727	34 437
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10	5 109	6 006
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	16 277	11 390
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	36 177	25 678
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	43 781	35 771
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	609	605
Activités culturelles	23	36 562	5 397
Réseau d'électricité	24		
	25	240 215	184 734

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		28 993
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 746 985	3 052 266
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 746 985	3 081 259

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	35,00	4 143,00	208 397	41 529	249 926
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,00	35,00	13 074,00	375 519	107 743	483 262
Cols bleus	4	10,00	40,00	19 778,00	595 400	115 608	711 008
Policiers	5						
Pompiers	6	22,00	1,00	1 160,00	29 227	1 539	30 766
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	44,00		38 155,00	1 208 543	266 419	1 474 962
Élus	9	7,00			72 536	8 157	80 693
	10	51,00			1 281 079	274 576	1 555 655

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	171 156	316 863	70 542		558 561
	7	171 156	316 863	70 542		558 561

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	170 024	59 148
	4	170 024	59 148
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	170 024	59 148

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Paul Descoeurs	1.1	Maire	23 470	11 735	5 782	2 891
Chantal Crête	1.2	Maire suppléant	9 559	4 780		
Anik Bois	1.3	Conseiller	7 823	3 912		
Manon Bastien Couturier	1.4	Conseiller	7 823	3 912		
Gilles Ladouceur	1.5	Conseiller	7 823	3 912		
Don Saliba	1.6	Conseiller	7 823	3 912		
Jocelyn Martel	1.7	Conseiller	7 823	3 912		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 450 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 74 552 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 13 167 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

35 ☐ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 19 513 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

- Systèmes de drainage

51 \$

- Abords de routes

52 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 19 513 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 19 513 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

Travaux d'amélioration sur le chemin de la Baie-Yelle

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

57 133-04-2024

- b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-04-08

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 61 _____
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 _____ 92
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____ 34
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?
- 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-10

Nom du signataire : Marie-Pier Lalonde Girard

Fonction du signataire : Directrice générale Greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2024-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-17 08:24

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	4 672 581	4 760 824	4 155 719
Investissement	2		668 427	1 540 246
	3	4 672 581	5 429 251	5 695 965
Charges	4	4 365 987	4 634 432	4 387 012
Excédent (déficit) de l'exercice	5	306 594	794 819	1 308 953
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	668 427)(	1 540 246)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	306 594	126 392	(231 293)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		574 483	522 168
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	306 594)(	114 365)(	110 515)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	85 580)(	217 336)
Excédent (déficit) accumulé	12		(58 852)	123 835
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(306 594)	315 686	318 152
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		442 078	86 859

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 657 657	219 150
Débiteurs	2	2 282 919	2 921 862
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	3 940 576	3 141 012
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	3 956 981	2 322 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 467 810	1 937 361
	10	5 424 791	4 259 955
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 484 215)	(1 118 943)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	11 477 843	10 305 341
Autres	13	101 647	114 058
	14	11 579 490	10 419 399
Excédent (déficit) accumulé	15	10 095 275	9 300 456

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	789 590	382 510
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Réforme cadastrale	2.1	20 000	20 000
▪ Écocentre, chemins municipaux	2.2	6 898	6 898
▪ Contestation de taxes	2.3	12 000	12 000
▪ Crue Printanière	2.4	4 211	4 211
▪ COVID 19	2.5	72 124	72 124
	3	115 233	115 233
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	159 105	93 992
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	8 000	8 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	1 403 142	(132 619)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	7 620 205	8 833 340
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	10 095 275	9 300 456

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	4 557 638
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	4 834 053
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 857 638	1 472 001
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	137 012	859 849
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	3 994 650	2 331 850

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	3 689 580	3 809 801
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 000	2 927
Quotes-parts	14		
Transferts	15	222 626	171 156
Services rendus	16	472 875	288 561
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	257 000	377 962
Autres	18	27 500	109 843
	19	4 672 581	4 760 824
Investissement			
Taxes	20		281 022
Quotes-parts	21		
Transferts	22		387 405
Autres	23		
	24		668 427
	25	4 672 581	5 429 251

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2023		Total	Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	925 265	28 018	953 283	896 716
Sécurité publique					
Police	2	390 563		390 563	381 727
Sécurité incendie	3	224 072	21 236	245 308	212 451
Autres	4	52 520	7 178	59 698	82 962
Transport					
Réseau routier	5	1 000 770	379 947	1 380 717	1 267 100
Transport collectif	6				
Autres	7	5 109		5 109	6 005
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	3 504		3 504	4 790
Matières résiduelles	9	475 312	60 272	535 584	468 559
Autres	10	103 757	7 894	111 651	116 984
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	398 661	2 616	401 277	437 740
Promotion et développement économique	13	43 783		43 783	35 771
Autres	14				
Loisirs et culture	15	266 609	67 322	333 931	417 059
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	170 024		170 024	59 148
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	4 059 949	574 483	4 634 432	4 387 012
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	574 483 (	574 483)		
	21	4 634 432		4 634 432	4 387 012

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	668 427	1 540 246
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 746 985)(	3 081 259)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	85 580	217 336
Excédent accumulé	6	28 739	895 463
	7	867 334	(1 968 460)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 535 761	(428 214)

Extrait du rapport financier, page S14